

MEHMET CEYLAN

Vice-ministre du développement de Turquie

Je tiens tout d'abord à remercier la World Policy Conference et plus particulièrement Thierry, Président de l'Ifri, d'avoir organisé ce forum et réuni d'aussi éminents participants. Je voudrais également remercier la Corée du Sud, allié et partenaire stratégique de la Turquie, d'accueillir ce forum. Dans mon intervention, je parlerai brièvement de la transformation économique, sociale et institutionnelle de la Turquie au cours de la dernière décennie. Avec votre permission, je m'appuierai sur des données économiques et sociales pour illustrer mon approche technocratique.

Cependant, Thierry m'a demandé d'évoquer aussi la question du Moyen-Orient. Si le temps le permet, j'essaierai d'aborder cette question. Quelques amis ont souligné que la récente réussite économique de la Turquie est devenue une source d'inspiration pour de nombreux pays en développement, en particulier dans le monde musulman, mais pas uniquement. Au regard de ses très récentes bonnes performances dans les domaines économique et social, nous pouvons dire que la Turquie est un modèle novateur et pertinent pour le monde en développement. La croissance économique de la Turquie suscite l'admiration car elle va de pair avec les valeurs démocratiques et modernes. Ce modèle repose sur des institutions fortes et donne la parole aux classes moyennes et aux personnes à faible revenu.

Il est indéniable que sans la forte volonté politique affichée par le gouvernement du Parti pour la justice et le développement (AKP), le parti au pouvoir, et sans la stabilité politique instaurée par ce dernier, rien de cela n'aurait été possible. Cela a été le moteur des bonnes performances de l'économie turque durant la dernière décennie. La Turquie a enregistré une croissance très solide et des améliorations significatives d'après les indicateurs économiques. Si l'on exclut 2009, année de crise la plus grave, le taux de croissance moyen du PIB s'établit à 5,9 % pour la dernière décennie.

Le PIB de la Turquie a ainsi plus que triplé, passant de 231 milliards de dollars à 822 milliards de dollars fin 2013. En outre, nous avons maintenu et assuré la stabilité macroéconomique en disciplinant les politiques fiscales et monétaires, lesquelles avaient été négligées par le passé. Cela s'est traduit par une baisse de l'inflation et des taux d'intérêt réels, permettant ainsi une meilleure allocation des ressources dans l'économie. Ce processus a été soutenu par une volonté politique forte et de profondes réformes structurelles.

Ces réformes structurelles, rapidement mises en œuvre dans le cadre du processus d'adhésion à l'UE, ont été axées sur la libéralisation de l'économie turque. Elles ont permis de renforcer le rôle du secteur privé et d'améliorer l'efficacité des institutions, en particulier dans les domaines de la finance et des systèmes de sécurité sociale. Je peux affirmer sans risque de me tromper que la stabilité politique a instauré un climat de confiance économique et sociale, contribuant ainsi à un environnement favorable aux affaires et à une croissance orientée vers le secteur privé. Nous sommes fermement convaincus que la stabilité politique et l'approche proactive de la Turquie se poursuivront après 2015. Durant cette même période, le revenu par habitant a plus que doublé. En effet, en termes de parité du pouvoir d'achat, le revenu par habitant est passé de 8 700 dollars en 2002 à 18 700 dollars en 2013.

Grâce à d'excellents résultats dans les domaines économique et fiscal, la Turquie est devenue la sixième économie européenne et la 17^e économie mondiale en 2013. Parallèlement aux bonnes performances macroéconomiques, nous avons également observé une forte amélioration de la compétitivité économique. Selon le classement mondial de la compétitivité du Forum économique mondial, la Turquie a progressé de la 71^e place en 2002 à la 44^e place en 2013. L'inflation a elle aussi enregistré une baisse rapide, passant de 30 % en 2002 à 7,4 % en 2013. La discipline fiscale a été mise en œuvre de façon rigoureuse et décisive à partir de 2002, sous le gouvernement de l'AKP. Les besoins de financement du secteur public, en tant que composante du PIB, ont fortement baissé, passant de 10 % en 2002 à seulement 0,5 % en 2013.



À ce jour, nous avons entièrement remboursé notre dette au FMI. La dette s'établissait à 23,5 milliards de dollars en 2002 et aujourd'hui, la Turquie est un créancier net du FMI. Depuis 2002 en Turquie, le ratio dette publique-PIB défini par l'UE est passé de 74 % à 33 %. La Turquie remplit ainsi déjà les critères de Maastricht dans ce domaine. Pour les 28 pays de l'UE, ce ratio se situe en moyenne à 85 % du PIB en 2013. Les relations économiques avec le reste du monde sont également importantes, et nous avons observé de fortes améliorations là aussi. Dans ce contexte, la valeur totale des échanges commerciaux extérieurs a fortement progressé, passant de 88 milliards de dollars en 2002 à 404 milliards de dollars en 2013.

Parallèlement aux améliorations du secteur réel, nous pouvons également dire que le secteur financier en Turquie a enregistré une bonne croissance durant cette même période. Comme vous le savez tous, à la suite de la récente crise financière mondiale, de nombreuses banques en Europe ont fait faillite ou ont dû être renflouées à grand renfort de fonds publics. Cela n'a pas été le cas en Turquie, et ce grâce à la solidité de notre système. Aucun de nos établissements financiers n'a souffert de problèmes de liquidités durant la crise.

En outre, Istanbul est en passe de devenir une plateforme internationale pour le secteur financier international. Cela montre là encore la solidité des marchés de capitaux turcs. Comme vous le savez tous, la Turquie assurera la présidence du G20 en 2015. La Turquie partagera son expérience avec d'autres pays, en particulier les pays en développement à faible revenu. La Turquie continuera d'être un champion des réformes économiques, fiscales et sociales durant son mandat.

Vous n'êtes pas sans savoir que les infrastructures physiques d'un pays constituent une composante essentielle d'une économie à croissance rapide. La Turquie a également accompli des progrès considérables dans ce domaine. Au cours de la dernière décennie, la Turquie a effectivement beaucoup progressé tant au niveau de la qualité que de la quantité des infrastructures vitales. Elle finalise actuellement des projets de grande envergure qui ont permis d'accroître sa compétitivité internationale. Selon le Forum économique mondial, la Turquie connaît l'une des croissances les plus rapides au monde dans les domaines des routes et du transport. Alors que le chômage reste élevé dans nombre de pays développés, la Turquie peut se vanter de résultats impressionnants en matière de création d'emplois. Ces cinq dernières années, la Turquie a créé environ cinq millions d'emplois dans les principaux secteurs formels.

Je souhaiterais maintenant parler brièvement des remarquables progrès sociaux de mon pays. Les progrès économiques de la Turquie sont allés de pair avec des réformes sociales. Cela a permis au pays de réduire de façon significative l'écart le séparant des autres pays de l'OCDE. En matière d'éducation, la scolarité obligatoire a été portée de huit à douze ans en 2013. Afin de répondre à la demande toujours croissante dans le domaine de l'enseignement supérieur, le nombre d'universités et de quotas d'inscription a rapidement augmenté. La Turquie ne comptait que 76 universités en 2002. En l'espace de 10 ans, nous avons créé 100 nouvelles universités en Turquie. Le nombre total d'universités est passé à 176 durant cette période.

Permettez-moi maintenant de dire quelques mots au sujet de l'amélioration du système de santé, lequel représente l'une des réformes structurelles turques les plus réussies. Dans le cadre du programme de transformation du système de santé, des progrès considérables ont été accomplis en matière d'accès aux services médicaux et de qualité des soins. Chaque citoyen turc est désormais couvert par un système d'assurance maladie obligatoire. Comme vous le savez, cela n'a pas été chose aisée, mais nous y sommes arrivés.

Je tiens à rappeler que la Turquie compte environ 77 millions d'habitants et, grâce à notre système, tous les citoyens turcs bénéficient d'un accès gratuit à des services de santé de haute qualité. En outre, au cours de la dernière décennie, la Turquie a enregistré une réduction spectaculaire des inégalités en matière de services de santé. Par exemple, l'espérance de vie en Turquie a progressé de 10,6 ans depuis les années 1990, tandis que les taux de mortalité ont été divisés par six. Grâce à la réussite de ses réformes de santé, la Turquie est également en passe de devenir une plateforme internationale pour le tourisme médical.

Comme je l'ai dit plus tôt, les réformes structurelles sont la clé de la transformation réussie de notre nation. Et cette réussite, nous la devons à la stabilité politique et à la forte volonté politique de l'AKP. Eu égard à notre réussite économique, nous estimons qu'il est de notre responsabilité d'aider les autres pays, à commencer par les pays



voisins. Notre objectif politique est de contribuer à l'instauration d'un environnement plus pacifique et stable dans la région. L'aide publique au développement (APD) de la Turquie a atteint 3,3 milliards de dollars en 2013.

Les activités de l'Agence turque pour la coopération internationale et le développement s'étendent désormais à plus de 100 pays. L'Agence turque pour la coopération internationale et le développement a pour principale mission de prendre part aux efforts déployés à l'échelle mondiale pour éliminer la pauvreté et de créer un environnement de développement durable dans les pays partenaires. La Turquie est devenue un acteur actif dans les efforts de stabilité à l'échelle régionale et mondiale. La Turquie se classe aujourd'hui parmi les cinq premiers pays.

La Turquie a accompli tout cela en dépit d'un environnement international difficile et des diverses crises aux portes du pays. Vous n'êtes pas sans savoir que la récente crise en Irak et en Syrie affecte la Turquie. Les exportations et les investissements, ainsi que le transport des marchandises vers les pays tiers dans ces régions, ont été sérieusement perturbés. On a assisté en Turquie à des arrivées massives de réfugiés, en particulier de Syrie. La Turquie accueille aujourd'hui plus d'1,6 million de Syriens. Le montant total de l'aide humanitaire à destination des réfugiés atteint près de 5 milliards de dollars.

Permettez-moi aussi de vous rappeler que nous n'avons pas reçu suffisamment de soutien de la part de la communauté internationale pour traiter le problème des réfugiés. Nous ne pouvons cependant pas nous dérober à nos obligations humanitaires envers les civils innocents qui cherchent sécurité et secours en Turquie. Soyez assurés que nous continuerons d'honorer nos obligations, que nous recevions ou non un soutien international.

Afin de maintenir la transformation institutionnelle et structurelle actuelle, la Turquie a entamé la deuxième phase du processus de réformes. Nous avons commencé à préparer des plans d'action dans le cadre du 10e Plan de développement national. Ce plan comporte 25 principaux programmes de transformation. Nous travaillons actuellement à l'élaboration et à la publication de plans d'action pour les cinq prochaines années.

En conclusion, je voudrais insister une fois encore sur le fait que chaque pays peut surmonter des crises et les transformer en opportunités à condition qu'il y ait une forte volonté politique, s'appuyant sur des politiques publiques cohérentes. Grâce à sa réussite des dix dernières années, la Turquie est une success story qui peut servir de modèle à nombre de pays en développement. À cet égard, nous sommes toujours prêts à partager notre expérience avec d'autres pays. Enfin, je tiens à remercier à nouveau les organisateurs de la World Policy Conference de l'opportunité qui m'a été offerte de m'exprimer ici, et d'avoir organisé avec brio un événement aussi réussi.